

qualitativement l'aide distribuée, notamment en luttant contre la corruption des Etats bénéficiaires, de sorte que l'aide bénéficie réellement aux populations de ces pays.

- **Plus de huit Français sur dix considèrent qu'il est important que les pays du Nord fournissent une aide au développement aux pays en développement** (81%, dont 26% très important), quand 18% affirment au contraire que cela n'est pas important (dont 5% pas du tout important).
- **Spontanément, le manque, tant de ressources, d'eau, d'alimentation, d'infrastructures, d'éducation, serait pour les Français une des principales difficultés des pays en développement.** Mais au-delà de ces situations, **la corruption leur apparaît également comme un principal écueil** auquel font face aujourd'hui les pays en développement. Et dans ce contexte, **l'enjeu majeur auquel ils sont confrontés seraient les crises politiques internes, pour près d'un Français sur deux (49%),** avant la crise alimentaire la sous-nutrition et la malnutrition (47%), les problèmes sanitaires et de santé publique (41%), et la pauvreté (39%).
- S'ils estiment qu'il est important que les pays du Nord apportent une aide aux pays en développement, **une majorité de Français (65%) considère que l'ONU devrait être l'acteur y contribuant le plus,** devant les Etats (32%), les ONG (29%), l'Union Européenne (21%) ou les entreprises privées (16%). **En revanche, ils font avant tout confiance aux ONG pour améliorer la situation des pays en développement (77%),** devant l'ONU, les associations locales des pays en développement, l'Union européenne ou les populations des pays en développement. **Les populations et les Etats des pays développés, tout comme les Etats des pays en développement ne recueillent la confiance que d'une minorité de Français.**
- Plus précisément, **les Français attendent majoritairement de la France qu'elle maintienne à 0,5% du RNB ou qu'elle augmente à 0,7% du RNB ou au-delà le niveau actuel du montant de l'aide au développement qu'elle fournisse (81%), contre 18% qui souhaiteraient qu'elle réduise ce montant.** Dans le cadre de cette aide au développement, **près d'un Français sur deux définit la lutte contre la corruption comme une priorité (49%),** signe qu'ils attachent une forte importance à la bonne gestion de l'aide fournie. Ils sont ensuite plus d'un sur trois à considérer comme prioritaire l'éducation des populations et la lutte contre l'analphabétisme, l'aide à la bonne gestion des ressources naturelles et leur accessibilité, la lutte contre la sous-nutrition, la malnutrition et l'aide alimentaire, et l'amélioration

des conditions sanitaires et la lutte contre les épidémies et les maladies. **Au-delà des domaines d'action prioritaires, les Français considèrent majoritairement les pays d'Afrique comme la région du monde devant recevoir le plus d'aide au développement de la part de la France (73%).**

- Face à tous ces enjeux et dans un contexte de campagne électorale, **une majorité de Français considère que les candidats à l'élection présidentielle française ne parlent pas assez des relations et du rôle de la France vis-à-vis des pays en développement d'Afrique (53%).**
- Enfin, si les Français portent un regard relativement cohérent sur les différents enjeux de l'aide au développement (associant des priorités, des attentes et des acteurs correspondants aux enjeux qu'ils perçoivent), **une majorité d'entre eux s'estime mal informée sur les enjeux du développement et les aides qui y sont associées (77%), quand moins d'un quart se considèrent au contraire bien informés.** Afin de combler ce déficit d'information, **les Français aimeraient en priorité disposer d'informations relatives aux actions menées et notamment leurs résultats.**

Dans le détail :

L'aide au développement de la part des pays du Nord est considérée comme importante par une majorité de Français

Plus de huit Français sur dix considèrent qu'il est important que les pays du Nord fournissent une aide au développement aux pays en développement (81%), dont plus d'un quart, 26%, estiment qu'il est très important de le faire. Au contraire, 18% des Français affirment qu'il n'est pas important (dont 5% pas du tout important) que les pays dits développés apportent une aide aux pays en développement.

Au-delà des situations de manques perçus, la corruption est vue comme l'une des principales difficultés des pays en développement selon les Français, qui considèrent les crises politiques internes de ces pays comme un enjeu majeur auquel ils sont aujourd'hui confrontés.

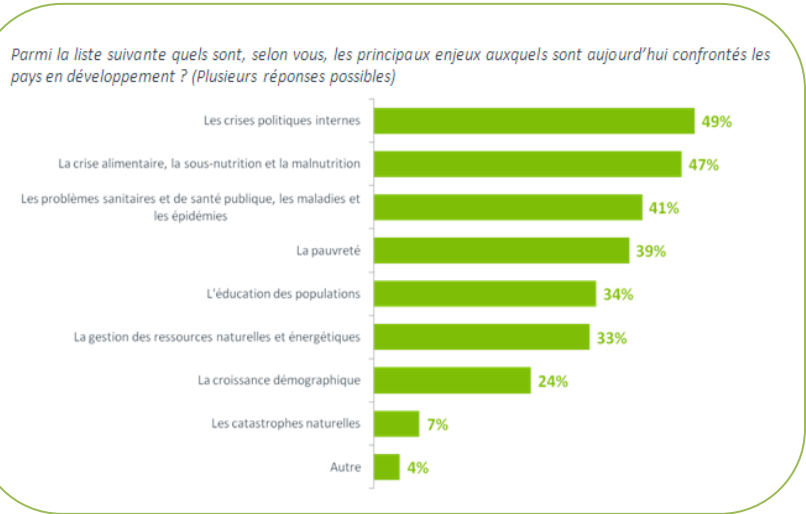


Interrogés sur les principales difficultés auxquelles font face aujourd'hui les pays en développement, les Français citent avant tout spontanément la corruption des Etats et des Gouvernements de ces pays, enjeu qu'ils associent notamment au non respect des principes démocratiques et des droits de l'homme dans un certain nombre de pays en

développement. La corruption est alors notamment perçue comme empêchant une juste distribution de l'aide au développement et plus globalement de la richesse des pays en faveur des populations. Notons qu'en parallèle, les Français soulignent assez massivement une responsabilité des pays du Nord et des multinationales face à la situation que connaissent actuellement les pays en développement. Ces acteurs, perçus comme s'accaparant les différentes ressources des pays du sud (énergétiques, alimentaires, main-d'œuvre, etc.) et bénéficiant voir encourageant parfois les mauvaises conduites de leurs dirigeants représenteraient, selon les Français, un véritable handicap pour le développement de ces pays. L'eau, et notamment l'approvisionnement en eau potable des populations est, selon les Français, une autre difficulté majeure à laquelle sont confrontés les pays du Sud. Plus globalement, c'est le manque qui semble le mieux caractériser, aux yeux des Français, les difficultés actuelles des pays en développement, tant le manque de

ressources, de **nourriture, d'argent, d'éducation** ou **d'infrastructures**, souvent évoqué parallèlement aux enjeux **démographiques** ou **environnementaux**.

Amenés par la suite à identifier parmi une liste les enjeux majeurs auxquels sont aujourd'hui confrontés les pays en développement, 49% des Français retiennent **les crises politiques internes**, faisant alors écho à la corruption, qu'ils citaient spontanément comme une difficulté majeure de ces pays. **47%** des Français considèrent également **la crise alimentaire, la sous-nutrition et la malnutrition** comme un enjeu principal pour les pays du Sud.

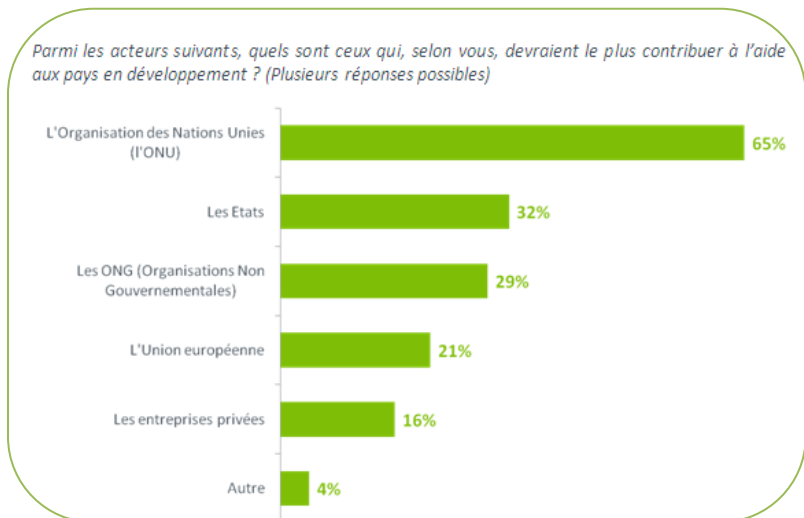


Notons que ces deux éléments furent, au cours des derniers mois, assez présents dans l'actualité notamment depuis le début des révolutions arabes ou du fait de la famine dans la corne de l'Afrique. **Les problèmes sanitaires et de santé publique, les maladies et les épidémies** apparaissent également comme des enjeux majeurs pour les pays en développement aux yeux de **41%** des Français, quand **39%** mettent l'accent sur l'enjeu que représente **la pauvreté**. **Un tiers des Français pointent ensuite l'éducation des populations (34%)** et **la gestion des ressources naturelles et énergétique (33%)** comme principaux enjeux auxquels sont aujourd'hui confrontés les pays en développement, et un quart met en avant le défi de **la croissance démographique (24%)**. Enfin, **7%** des Français considèrent aujourd'hui les **catastrophes naturelles** comme un principal enjeu pour ces pays du Sud.

Si les Français estiment que l'ONU et les Etats devraient être les plus gros contributeurs de l'aide au développement, ils font avant tout confiance aux ONG pour améliorer la situation des pays en développement

S'ils considèrent qu'il est important que les pays développés fournissent une aide aux pays en développement, les Français estiment que **l'Organisation des Nations Unies est l'acteur qui devrait le plus contribuer à cette aide (65%), devant les Etats (32%)**. Près d'un Français sur trois compte aussi sur la contribution des **Organisations Non Gouvernementales (29%)**, quand **21%** estiment que **c'est l'Union Européenne** qui devrait le

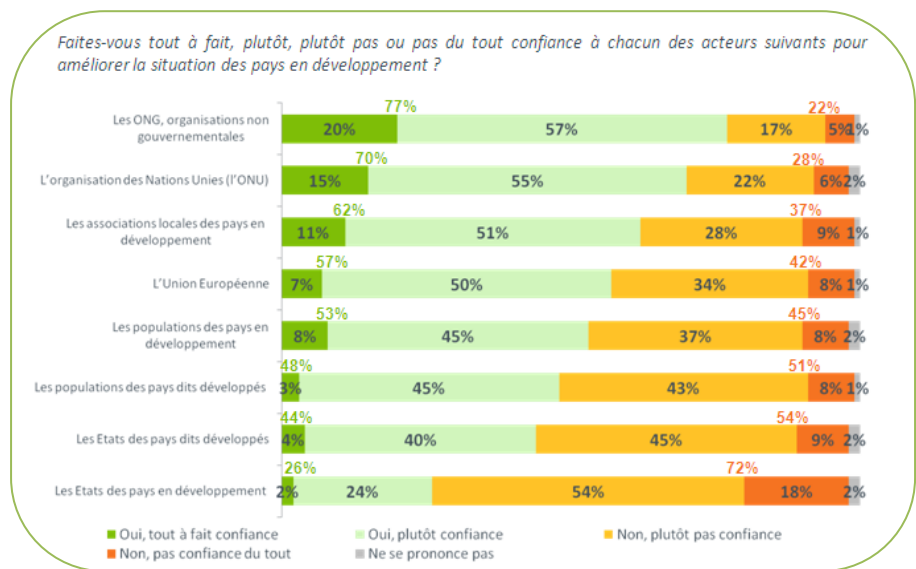
plus contribuer à l'aide au pays en développement. Notons que les **entreprises privées** sont désignées comme un des acteurs devant le plus contribuer à l'aide au développement par **16%** des Français.



S'ils placent donc l'ONU et les Etats en tête des acteurs devant le plus contribuer à l'aide au développement, les **Français déclarent faire avant tout faire confiance aux Organisations Non Gouvernementales pour améliorer la situation des pays en développement (77%** dont 20% leur faisant même tout à fait confiance), contre 22% qui ne leur font pas confiance. **70%** font ensuite

confiance à l'ONU (dont 15% tout à fait confiance), acteur considéré comme celui devant le plus contribuer à l'aide au développement. Les **associations locales des pays en développement bénéficient ensuite de la confiance de 62% des Français**, quand **57%** d'entre eux accordent leur confiance à l'**Union Européenne** pour améliorer la situation des pays en développement. **Les Français émettent en revanche davantage de doutes sur les capacités des Etats et des populations à agir pour améliorer la situation des pays en développement.** S'ils font malgré tout **majoritairement confiance aux populations locales des pays en développement** pour améliorer la situation de leur pays (53%), **ils font preuve de davantage de scepticisme concernant la capacité des Etats de ces pays**, 72% des

Français ne leur faisant pas confiance pour améliorer la situation de leur pays (dont 18% pas du tout confiance). Rappelons que la corruption et les crises politiques internes, perçues par les Français comme une des principales difficultés à laquelle ces pays sont aujourd'hui confrontés peuvent peut-être

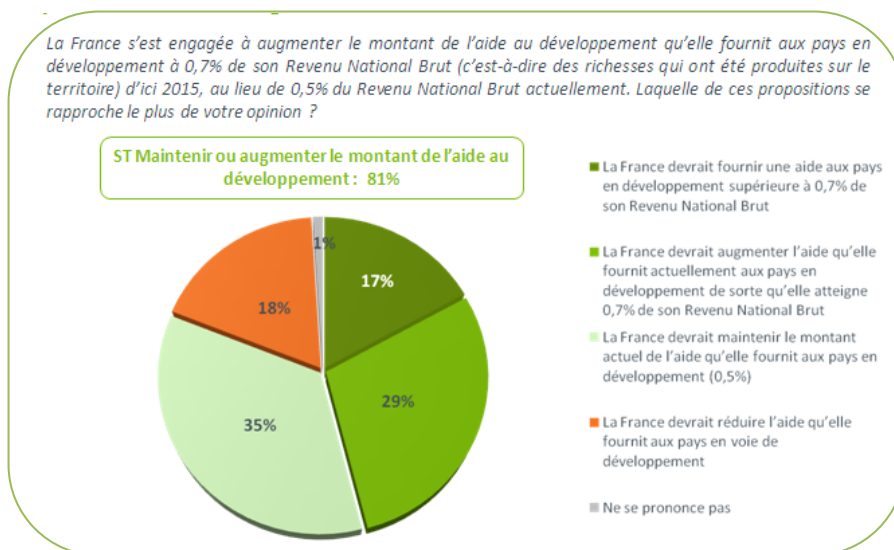


expliquer ce manque de confiance. Enfin, **seule une minorité de Français déclare croire en la capacité des populations des pays dits développés et de leur Etats** à améliorer la situation des pays du Sud. Ainsi, 48% d'entre eux font confiance aux populations des pays du Nord et 44% à leur Etats (contre respectivement 51% et 54% qui ne leur font pas confiance). Rappelons ici aussi que spontanément les Français dénoncent certains comportements des pays du Nord et des multinationales perçus comme en partie responsables de la situation actuelle des pays en développement.

Une majorité de Français attend de la France qu'elle maintienne ou qu'elle augmente le montant actuel de son aide au développement, considérant que le pays doit avant tout lutter contre la corruption des Etats et fournir prioritairement une aide aux pays d'Afrique

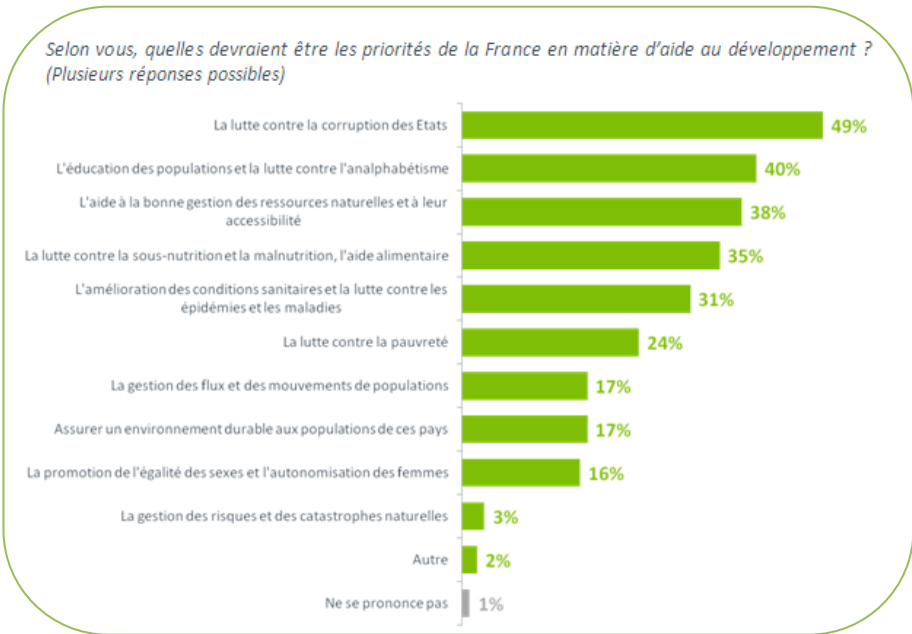
L'aide au développement aujourd'hui fournie par la France représente 0,5% de son Revenu National Brut, montant qui, selon les engagements de la France, devrait atteindre 0,7% en 2015. Malgré le contexte de crispation économique, une majorité de Français souhaite que la France maintienne ou augmente le montant de

l'aide au développement qu'elle fournie (81%). En effet, dans le détail, **17% des Français estiment que « la France devrait fournir une aide aux pays en développement supérieure à 0,7% de son RNB », amenant alors la France à aller au-delà de son engagement, 29% souhaiteraient que le pays atteigne les 0,7%**, indiquant que « la France devrait



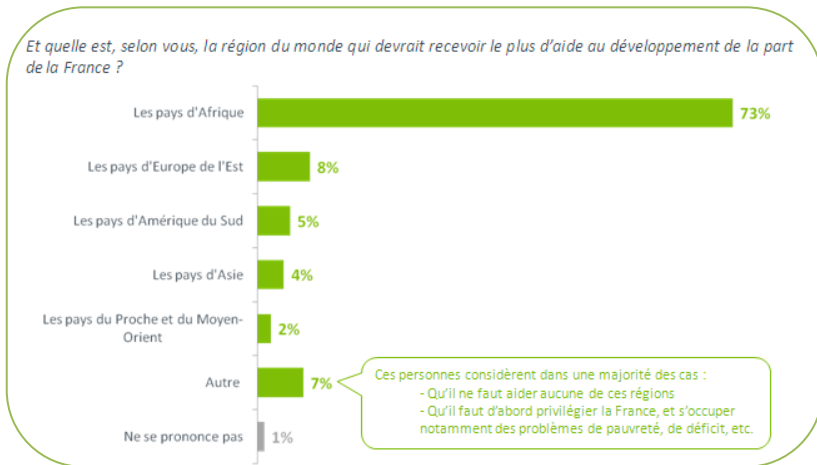
augmenter l'aide qu'elle fournit actuellement aux pays en développement de sorte qu'elle atteigne 0,7% du RNB » et 35% jugent le **montant actuel satisfaisant** estimant que « la France devrait maintenir le montant actuel de l'aide qu'elle fournit au pays en développement, 0,5% ». **18% des Français jugent en revanche le niveau de l'aide au développement fournie par le pays trop élevé**, indiquant que la « France devrait réduire l'aide qu'elle fournit actuellement aux pays en voie de développement».

Dans le cadre de cette aide au développement, **les Français indiquent vouloir voir la France agir en priorité dans le domaine de la corruption**, considérée spontanément par les Français comme un des enjeux principaux auxquels sont aujourd’hui confrontés les pays en développement. **49% d’entre eux considèrent en effet la lutte contre la corruption des Etats comme une des priorités de la**



France en matière d’aide au développement. Quatre Français sur dix estiment également que la France, dans le cadre de son aide au développement, devrait agir en priorité dans le domaine de l’éducation des populations et lutter contre l’analphabétisme (40%). **Ils sont ensuite plus de trois sur dix à juger prioritaire une action de la France visant à aider à la bonne gestion des ressources naturelles et leur accessibilité** dans les pays en développement (38%), à **lutter contre la sous-nutrition, la malnutrition et apporter une aide alimentaire** (35%), ou à **améliorer les conditions sanitaire et lutter contre les épidémies et les maladies** (31%). La lutte contre la **pauvreté** est élevée au rang de priorité pour la France en matière d’aide au développement par **24%** des Français, quand **17%** estiment que la France devrait en priorité **gérer les flux et les mouvements de populations** ou **assurer un environnement durable aux populations de ces pays**. **La promotion de l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes est jugée prioritaire par 16%** des Français. Notons que seuls 3% des Français considèrent la gestion des risques et des catastrophes naturelles comme une priorité pour la France dans le cadre de la politique d’aide au développement.

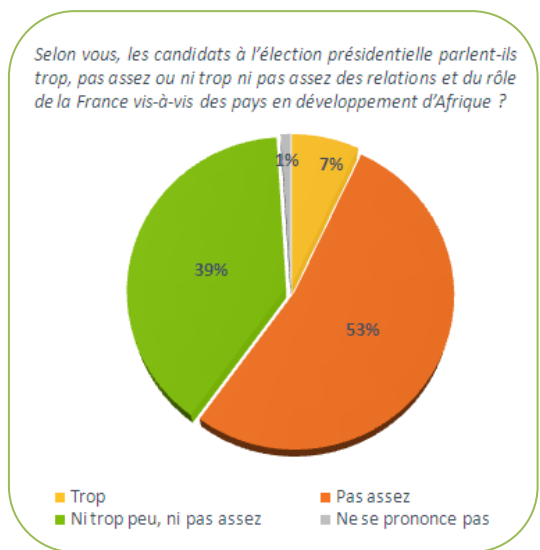
Si les Français apparaissent donc relativement partagés sur les enjeux prioritaires pour la France en matière d’aide au développement, aucune thématique n’étant soutenue par une majorité d’entre eux, il existe davantage de consensus quand sont évoqués les destinataires de cette aide au développement. Ainsi, **les Français considèrent majoritairement les pays d’Afrique comme ceux devant recevoir le plus d’aide au développement de la part de la France (73%),** quand moins d’un sur dix privilégie une autre région du monde.



Ainsi, **8% estiment que la France devrait aider en priorité les pays d'Europe de l'Est, 5% les pays d'Amérique du Sud, 4% les pays d'Asie, et 2% les pays du Proche et du Moyen-Orient.** 7% de Français privilégient une autre réponse que ces cinq régions, et estiment, dans une majorité de cas, qu'il ne faut aider aucune de ces régions, considérant qu'il faudrait

d'abord s'occuper de la France, notamment du fait de la situation de crise actuelle (chômage, déficit, etc.).

Face à tous ces enjeux et dans un contexte de campagne électorale, **une majorité de Français considère que les candidats à l'élection présidentielle française ne parlent pas assez des relations et du rôle de la France vis-à-vis des pays en développement d'Afrique (53%)**, région qui devraient selon eux recevoir en priorité l'aide de la France. 7% estiment au contraire que cette thématique est trop présente dans les discours et les interventions des candidats à l'élection, quand 39% jugent qu'elle est ni trop peu ni pas assez abordée.



Les Français se considèrent relativement mal informés sur l'aide au développement et aimeraient en priorité disposer d'informations relatives aux projets développés grâce aux aides et, notamment, leurs résultats

Si les Français portent un regard relativement cohérent sur les différents enjeux de l'aide au développement (associant des priorités, des attentes et des acteurs correspondants aux enjeux qu'ils perçoivent), notons **qu'ils reconnaissent néanmoins un déficit d'information sur le sujet.** Ainsi, **moins d'un quart des Français se considère bien informé sur les enjeux du développement et les aides qui y sont associées (22%), quand 77% déclarent le contraire,** 15% jugeant même son niveau d'information très mauvais.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 Rue Crozatier– 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique – Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr